

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202955]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1e, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 20;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1^o le décret du 21 décembre 2016: le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3^o le SPW EER : le Service Public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

4^o le référent économie circulaire : tout opérateur spécialisé en économie circulaire du réseau des opérateurs d'animation économique coordonné par la SOWALFIN;

5^o l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 21 décembre 2016;

6^o la SOWALFIN : la société anonyme Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises;

7^o NOVALLIA : la société anonyme NOVALLIA;

8^o le siège d'exploitation : l'unité d'établissement telle que visée à l'article I.2, 16^o, du Code de droit économique.

Art. 2. § 1^{er}. L'aide du portefeuille intégré visée par le présent arrêté est le « chèque économie circulaire ».

Cette aide est gérée par le SPW EER, sans préjudice de toute décision du Gouvernement wallon qui viserait à confier certaines tâches y afférentes à une autre entité.

§ 2. Sous réserve de ce qui est prévu à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} ci-avant, les dossiers relatifs aux aides du portefeuille intégré visées au paragraphe 1^{er} sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

Sous réserve de ce qui est prévu à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} ci-avant, la décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des aides du portefeuille intégré visées au paragraphe 1^{er} relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

CHAPITRE II. — *Chèque « économie circulaire »*

Art. 3. Sans préjudice des conditions fixées par le décret du 21 décembre 2016 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le chèque « économie circulaire » a pour finalité d'assurer un soutien à la mise en œuvre d'actions en entreprise ayant pour objectif l'optimisation de l'usage des ressources matérielles et immatérielles dans une optique de transition durable des activités des entreprises dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne vers une économie plus circulaire.

Art. 4. L'entreprise relevant des secteurs suivants, conformément à l'article 1^{er} du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, est exclue du bénéfice des chèques « économie circulaire » :

1^o le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL 2008 : 03.);

2^o le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL 2008 : 01.1 à 01.5);

Art. 5. Lors de l'introduction, le dossier contient les documents suivants :

- 1° la demande de chèque générée par la plateforme;
- 2° la convention entre bénéficiaire et prestataire générée par la plateforme. Cette dernière peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée;
- 3° l'attestation de minimis téléchargeable sur la plateforme;
- 4° l'attestation PME téléchargeable sur la plateforme.

Lors de la clôture du chèque, le dossier contient les documents suivants :

- 1° le rapport de prestations généré par la plateforme. Ce dernier peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée;
 - 2° la facture émise par le prestataire,
- le cas échéant complété par toute information utile à l'appréciation du SPW EER, ou de toute autre entité à laquelle cette tâche aurait été confiée conformément à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2 du présent arrêté.

Art. 6. Les coûts admissibles couverts par le chèque « économie circulaire », à destination de l'entreprise, relèvent du pilier " conseil " du portefeuille électronique de l'entreprise.

Art. 7. § 1^{er}. Les types de coûts admissibles au travers du chèque économie circulaire sont les coûts relatifs aux services d'experts spécialisés afin d'assister l'entreprise dans l'écoconception et la mise au point de produits et services durables mais aussi dans l'optimisation et l'amélioration de procédés industriels et de processus organisationnels voire même de les accompagner dans la réflexion sur l'évolution de leur modèle d'affaires dans une logique de fonctionnalité.

La prestation relève d'une des catégories suivantes :

1° l'étude de la faisabilité économique du projet d'économie circulaire ou d'évolution du business vers plus de circularité :

a) la détection des actions d'économie circulaire pouvant être mises en œuvre dans les processus organisationnels et le business model de l'entreprise, en visant notamment l'évolution du business model vers l'économie de fonctionnalité et de la coopération (EFC);

b) l'analyse de l'impact des actions d'économie circulaire sur les prix de revient, les coûts opérationnels de l'entreprise et les modes organisationnels;

c) l'analyse du marché potentiel et de la concurrence tenant compte du caractère circulaire de la nouvelle " activité ", nouveau " service ";

d) les démarches et frais liés à la mobilisation d'une masse critique suffisante des flux entrants nécessaires sur le long terme pour assurer la pérennité du projet;

e) l'étude du déploiement du projet et stratégie : identification des phases critiques du projet dans le temps, des ressources et moyens à y affecter;

f) les frais liés à l'étude de réseaux de collecte permettant d'atteindre des masses critiques ou de mutualiser, frais liés à l'étude de la mise en place d'un réseau de distribution et de logistique de retours;

g) les frais liés à l'étude de l'impact économique de la dématérialisation de certains processus organisationnels en vue d'optimiser l'utilisation de ressources physiques;

h- un business plan et un montage financier permettant de concrétiser le projet d'économie circulaire;

2° les études de la faisabilité technique du projet d'économie circulaire :

a) la cartographie, dans l'entreprise ou à l'extérieur de celle-ci, des gisements ou flux, notamment matières premières, énergie, eau, de leur disponibilité, de la manière de les mobiliser ou les partager ou les mutualiser, identification et approche des partenaires concernés, en ce qui concerne la mutualisation : les services sont exclus;

b) l'analyse des freins et contraintes normatives, administratives et législatives et identification des conditions à rencontrer ou de la stratégie à adopter pour assurer la réussite du projet;

c) les frais liés aux autorisations techniques et systèmes qualité à mettre en place en amont ou en aval;

d) l'écoconception de produits :

(1) la cartographie de matériaux durables et circulaires, déjà existants sur le marché, pouvant se substituer à une matière utilisée par l'entreprise et actuellement non recyclable ou non circulaire, identification des fournisseurs potentiels;

(2) les frais de design et d'études permettant d'utiliser moins de matériaux, de démonter plus facilement le produit pour le recycler ou en changer les composants, de prolonger sa durée de vie et de le réutiliser;

e) l'identification des technologies existantes et équipements disponibles sur le marché et permettant la mise en œuvre ou la production du projet d'économie circulaire;

f) les frais liés à la production de séries test ou pilotes, éventuellement en sous-traitance chez un industriel.

§ 2. Seule l'entreprise établie en société à forme commerciale au sens du code des sociétés est éligible pour les coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 8. Pour bénéficier de l'aide visée à l'article 3, l'entreprise remplit au préalable le questionnaire d'évaluation de son projet économie circulaire, disponible sur le site internet de NOVALLIA (SOWALFIN), ou fait l'objet d'un « diagnostic économie circulaire »; service fourni par un référent économie circulaire qui a détecté des opportunités d'action en phase avec les principes de l'économie circulaire au sein de l'entreprise.

Ce questionnaire d'évaluation du projet économie circulaire ou le diagnostic économie circulaire réalisé par un référent économie circulaire est joint à la demande d'aide, complémentairement aux documents dont question à l'article 5.

Art. 9. Les projets sélectionnés contribuent aux résultats attendus de la mesure 1.3.1.2 du PO FEDER 2014-2020 et ce, dans un calendrier compatible avec celui de la programmation.

Les projets d'entreprise concernés participent aux priorités stratégiques wallonnes.

Une priorité est accordée aux projets dont les résultats ou les retombées mesurables s'inscrivent dans le cours ou le moyen terme mais en tout cas pas dans un calendrier excédant la durée de la programmation (règle de désengagement N+3).

Art. 10. § 1^{er}. Les coûts admissibles visés à l'article 7, § 1^{er}, ne peuvent pas être identiques.

§ 2. Les prestations de services relatifs aux coûts admissibles visés à l'art.7, § 1^{er}, sont réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 11. L'aide représente maximum septante-cinq pourcents du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles visés à l'art. 7, § 1^{er}, est de 45.000 euros sur trois années.

Art. 12. L'aide visée à l'article 3 fait l'objet d'un cofinancement européen (FEDER).

Art. 13. § 1^{er}. Les prestataires de services sont, pour le chèque « économie circulaire », les prestataires de services agréés dans le cadre des articles 32 et 34 du décret du 21 décembre 2016 dont les compétences et expertises sont en adéquation avec les coûts admissibles visés à l'article 7, § 1^{er}.

§ 2. À partir du 1^{er} janvier 2019, conformément à l'article 10 du décret du 21 décembre 2016 et aux articles 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence et d'un centre d'avis spécifique, peuvent réaliser les prestations pour le chèque « économie circulaire ».

Dans le cadre du chèque économie circulaire, le centre d'avis spécifique est entendu comme étant le Pôle environnement de la SOWALFIN.

Art. 14. Dans le cadre du chèque « économie circulaire », outre les éléments minimaux repris à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le prestataire joint à sa facture un rapport d'exécution qui contient au moins les informations suivantes :

- 1° le planning détaillé des jours effectifs de prestation;
- 2° en cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation;
- 3° le cas échéant, une distinction entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui sont en dehors de la convention;
- 4° la mention :

"Le montant deeuros, correspondant au chèque n° [numéro du chèque], sera acquitté par l'émetteur de chèque, ventilé entre une intervention publique de euros et une quote-part versée par le bénéficiaire de euros.

Le solde à payer s'élève donc à.... euros et correspond à..... (ex. : la TVA, les frais de déplacement,...)."

Art. 15. Conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, dans le cadre du contrôle et du recouvrement prévu à la section 6, chapitre 1^{er}, du décret du 21 décembre 2016, le « Service public de Wallonie Economie, emploi, recherche », ou toute autre entité à laquelle cette tâche aurait été confiée conformément à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du présent arrêté, peut demander tout document utile prouvant que l'aide est utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 8 avril 2019.

Namur, le 4 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202955]

4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6 und 20;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Ansprechpartner für die Kreislaufwirtschaft: jeder auf die Kreislaufwirtschaft spezialisierte Betreiber aus dem von der SOWALFIN koordinierten Netz der im Bereich der wirtschaftlichen Belebung tätigen Betreiber;

5° Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016;

6° SOWALFIN: die Wallonische Finanzierungs- und Garantengesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe ("Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises");

7° NOVALLIA: die Aktiengesellschaft NOVALLIA;

8° Betriebssitz: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches.

Art. 2 - § 1. Die Beihilfe aus dem integrierten Portfolio, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses ist, ist der Scheck "Kreislaufwirtschaft".

Diese Beihilfe wird unbeschadet aller Beschlüsse der Wallonischen Regierung, durch die bestimmte damit verbundene Aufgaben einer anderen Einheit zu übertragen wären, vom ÖDW WBF verwaltet.

§ 2. Vorbehaltlich der Bestimmung im vorstehenden § 1 Absatz 2 werden die Akten über Beihilfen aus dem integrierten Portfolio nach § 1 von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

Vorbehaltlich der Bestimmung im vorstehenden § 1 Absatz 2 unterliegt die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Beihilfen aus dem integrierten Portfolio nach § 1 der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

KAPITEL II — *Scheck "Kreislaufwirtschaft"*

Art. 3 - Unbeschadet der im Dekret vom 21. Dezember 2016 und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 festgelegten Bedingungen ist es Ziel des Schecks "Kreislaufwirtschaft", die Umsetzung von Maßnahmen innerhalb der Unternehmen zu unterstützen, die darauf abzielen, die Nutzung der materiellen und immateriellen Ressourcen im Sinne des Übergangs zur Nachhaltigkeit der Aktivitäten der Unternehmen, deren Betriebssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen ist, in eine mehr nach dem Kreislaufprinzip funktionierende Wirtschaft zu optimieren.

Art. 4 - Keinen Anspruch auf die Schecks "Kreislaufwirtschaft" hat laut Artikel 1 der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen das Unternehmen, das zu den folgenden Sektoren gehört:

1° Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code 2008: 03.)

2° Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code 2008: 01.1 bis 01.5);

Art. 5 - Bei der Einreichung enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Scheckantrag;

2° die aus der Plattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Leistungsempfänger und dem Diensteanbieter. Letztere kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

3° die *De-minimis*-Bescheinigung, die auf der Plattform heruntergeladen werden kann;

4° die KMU-Bescheinigung, die auf der Plattform heruntergeladen werden kann.

Beim Abschluss des Schecks enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Leistungsbericht. Letzterer kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

2° die vom Diensteanbieter ausgestellte Rechnung.

Gegebenenfalls wird sie um jede für den ÖDW WBF oder jegliche andere Einheit, der diese Aufgabe gemäß Artikel 2 § 1 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses übertragen worden wäre, bewertungsrelevante Information ergänzt.

Art. 6 - Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Scheck "Kreislaufwirtschaft" für Unternehmen gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

Art. 7 - § 1. Die Kosten, die mittels des Schecks für die Kreislaufwirtschaft beihilfefähig sind, sind solche in Bezug auf Dienstleistungen von spezialisierten Sachverständigen mit dem Zweck, die Unternehmen bei der umweltgerechten Gestaltung und Entwicklung von nachhaltigen Produkten und Dienstleistungen, aber auch bei der Optimierung und Verbesserung von industriellen Prozessen und Organisationsverfahren zu unterstützen, oder ihnen sogar im Rahmen der Überlegung über die Weiterentwicklung ihres Geschäftsmodells im Sinne der Funktionalität beizustehen.

Die Leistung gehört zu einer der folgenden Kategorien:

1° Untersuchung der wirtschaftlichen Durchführbarkeit des Projekts einer Kreislaufwirtschaft oder einer Entwicklung der Geschäfte hin zu mehr Kreislaufwirtschaft:

a) Identifizierung der kreislaufwirtschaftlichen Maßnahmen, die innerhalb der Organisationsverfahren und des Geschäftsmodells des Unternehmens umgesetzt werden können, insbesondere im Hinblick auf die Weiterentwicklung des Geschäftsmodells hin zu einem auf Funktionalität und Kooperation basierenden Wirtschaftsmodell ("EFC");

b) Analyse der Auswirkungen der kreislaufwirtschaftlichen Maßnahmen auf die Selbstkostenpreise, die Betriebskosten des Unternehmens und die Organisationsmodelle;

c) Analyse des potenziellen Markts und des Wettbewerbs unter Berücksichtigung des kreislauforientierten Charakters der neuen "Aktivität", der neuen "Dienstleistung";

d) Schritte und Kosten im Zusammenhang mit der Mobilisierung einer ausreichenden kritischen Masse eingehender Materialströme, die langfristig benötigt werden, um den Fortbestand des Projekts zu sichern;

e) Planung der Projektausführung und Strategie: Identifizierung der kritischen Phasen im Projektverlauf, der ihm bereitzustellenden Ressourcen und Mittel;

f) Kosten im Zusammenhang mit dem Entwurf von Sammelnetzen, die das Erreichen kritischer Massen oder eine Vergemeinschaftung ermöglichen, Kosten im Zusammenhang mit Untersuchungen für den Aufbau eines Vertriebs- und logistischen Rückführungsnetzwerks;

g) Kosten im Zusammenhang mit der Untersuchung der wirtschaftlichen Auswirkungen der Dematerialisierung bestimmter Organisationsverfahren mit dem Zweck, die Nutzung von materiellen Ressourcen zu optimieren;

h) Businessplan und Finanzierungspaket, die es ermöglichen, das Kreislaufwirtschaftsprojekt zu konkretisieren;

2° Studien über die technische Durchführbarkeit des Kreislaufwirtschaftsprojekts:

a) Kartographie, innerhalb oder außerhalb des Unternehmens, der Vorkommen oder Ströme - insbesondere Rohstoffe, Energie, Wasser -, ihrer Verfügbarkeit, der Art, sie zu mobilisieren, zu teilen oder zu vergemeinschaften, Identifizierung und Kontaktaufnahme mit den betroffenen Partnern. Was die Vergemeinschaftung betrifft, sind die Dienstleistungen ausgeschlossen;

b) Analyse der normativen, administrativen und gesetzlichen Hemmnisse und Beschränkungen und Identifizierung der zu erfüllenden Bedingungen oder der anzuwendenden Strategie, um den Projekterfolg zu gewährleisten;

c) Kosten im Zusammenhang mit den technischen Zulassungen und den im Vor- oder Nachfeld einzuführenden Qualitätssystemen;

d) umweltgerechte Gestaltung von Produkten:

(1) Kartographie von auf dem Markt vorhandenen nachhaltigen und kreislauffähigen Materialien, die ein vom Unternehmen verwendetes, derzeit nicht recycelbares oder nicht kreislauffähiges Material ersetzen können, Identifizierung der potenziellen Lieferanten;

(2) Kosten für Design und Studien, die die Nutzung weniger Materialien, ein leichteres Auseinanderbauen des Produkts für dessen Recycling oder zur Veränderung seiner Komponenten, die Verlängerung seiner Lebensdauer oder seine Wiederverwendung ermöglichen;

e) Identifizierung der bereits bestehenden Technologien und auf dem Markt verfügbaren Ausrüstungen, die die Umsetzung oder die Produktion des Kreislaufwirtschaftsprojekts ermöglichen;

f) Kosten im Zusammenhang mit der Produktion von Test- oder Pilotserien, die ggf. als Unterauftrag an einen Hersteller vergeben wurde.

§ 2. Nur das Unternehmen, das in der Form einer Handelsgesellschaft im Sinne des Gesellschaftsgesetzbuches gegründet wurde, kommt für die beihilfefähigen Kosten nach § 1 in Betracht.

Art. 8 - Um in den Genuss der Beihilfe nach Artikel 3 zu gelangen, füllt das Unternehmen vorab den auf der Website von NOVALLIA (SOWALFIN) verfügbaren Fragebogen zur Bewertung seines Kreislaufwirtschaftsprojekts aus oder wird einer "Diagnose Kreislaufwirtschaft" unterzogen; diese Dienstleistung wird von einem Ansprechpartner für die Kreislaufwirtschaft erbracht, der innerhalb des Unternehmens Möglichkeiten für Maßnahmen im Einklang mit den Prinzipien der Kreislaufwirtschaft erkannt hat.

Dieser Fragebogen zur Bewertung des Kreislaufwirtschaftsprojekts oder die von einem Ansprechpartner für die Kreislaufwirtschaft erstellte Diagnose über die Kreislaufwirtschaft wird zusätzlich zu den in Artikel 5 erwähnten Dokumenten dem Antrag auf Beihilfe beigelegt.

Art. 9 - Die gewählten Projekte tragen zu den erwarteten Ergebnissen der Maßnahme 1.3.1.2 des operationellen Programms EFRE 2014-2020 bei und dies innerhalb eines mit der Programmplanung vereinbarten Zeitplans.

Die betroffenen Unternehmensprojekte wirken an den wallonischen strategischen Prioritäten mit.

Der Vorrang wird den Projekten gegeben, deren Ergebnisse oder messbare Auswirkungen kurz- oder mittelfristiger Art sind und auf jeden Fall in einen Zeitplan passen, der die Dauer der Programmplanung nicht übertrifft (Regel zur Aufhebung der Mittelbindung N+3).

Art. 10 - § 1. Bei den beihilfefähigen Kosten nach Artikel 7 § 1 darf es nicht um identische Kosten handeln.

§ 2. Die Dienstleistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 7 § 1 werden binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Art. 11 - Die Beihilfe entspricht höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten nach Artikel 7 § 1 beläuft sich auf 45.000 Euro über drei Jahre.

Art. 12 - Die in Artikel 3 genannte Beihilfe ist Gegenstand einer europäischen Mitfinanzierung (EFRE).

Art. 13 - § 1. Bei den Diensteanbietern handelt es sich, was den Scheck "Kreislaufwirtschaft" betrifft, um die im Rahmen der Artikel 32 und 34 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zugelassenen Diensteanbieter, deren Kompetenzen und Fachkunde mit den beihilfefähigen Kosten nach Artikel 7 § 1 übereinstimmen.

§ 2. Ab dem 1. Januar 2019 dürfen in Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und den Artikeln 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 nur die vom ÖDW WBF nach Stellungnahme des Referenzzentrums und eines spezifischen Beratungszentrums zertifizierten Diensteanbieter die Leistungen für den Scheck "Kreislaufwirtschaft" erbringen.

Im Rahmen des Schecks für die Kreislaufwirtschaft ist unter "spezifischen Beratungszentrums" der Pool "Umwelt" der SOWALFIN zu verstehen.

Art. 14 - Im Rahmen des Schecks "Kreislaufwirtschaft" fügt der Diensteanbieter seiner Rechnung neben den in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 aufgeführten Mindestangaben einen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung bei, der mindestens die folgenden Informationen enthält:

- 1° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;
- 2° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;
- 3° gegebenenfalls eine Unterscheidung zwischen den Leistungen, die im Rahmen der Vereinbarung erbracht wurden und denjenigen, die nicht unter die Vereinbarung fallen;
- 4° den Hinweis:

"Der Betrag von..... Euro, welcher dem Scheck mit Nr. [Nummer des Schecks] entspricht, wird vom Scheckaussteller entrichtet werden, wobei sich dieser Betrag aus einer öffentlichen Beteiligung von..... Euro und einem vom Leistungsempfänger überwiesenen Anteil von.... Euro zusammensetzt.

Der zu zahlende Restbetrag beläuft sich demnach auf.... Euro und entspricht..... (etwa MwSt, Fahrtkosten,...)".

Art. 15 - In Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann der öffentliche Dienst der Wallonie "Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung" oder jegliche andere Einheit, der diese Aufgabe gemäß Artikel 2 § 1 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses übertragen worden wäre, im Rahmen der Kontrolle und Beibehaltung nach Kapitel 1 Abschnitt 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 jedes nützliche Dokument zum Nachweis dafür verlangen, dass die Beihilfe zu den Zwecken verwendet wird, für die sie gewährt worden ist.

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am 8. April 2019 in Kraft.

Namur, den 4. April 2019

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202955]

4 APRIL 2019. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1°, 3° en 4°, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1^{er}, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6 en 20;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 5 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 21 december 2016: het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 : tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° de "SPW EER": de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek);

4° de referentiepersoon inzake circulaire economie : elke operator die gespecialiseerd is in circulaire economie van het netwerk operatoren van de economische animatie dat door SOWALFIN gecoördineerd wordt;

5° onderneming: de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 2°, van het decreet van 21 december 2016 :

6° de "SOWALFIN" : "Société wallonne de financement et de garantie petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen);

7° NOVALLIA : de naamloze vennootschap NOVALLIA;

8° de bedrijfszetel : de vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht.

Art. 2. § 1. De steun van het geïntegreerd portfolio bedoeld in dit besluit is de cheque "circulaire economie".

Deze steun wordt door de "SPW EER" beheerd, onverminderd een eventuele beslissing van de Waalse Regering om bepaalde desbetreffende taken aan een andere entiteit toe te vertrouwen.

§ 2. Onder voorbehoud van wat bedoeld is in lid 2 van hierboven vermeld paragraaf 1 worden de dossiers in verband met de steun van het geïntegreerd portfolio bedoeld in paragraaf 1 behandeld door elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

Onder voorbehoud van wat bedoeld is in lid 2 van hierboven vermeld paragraaf 1 behoort de beslissing met betrekking tot de ontvankelijkheid, uitbetaling, controle en invordering van de steun van het geïntegreerd portfolio bedoeld in paragraaf 1 tot elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

HOOFDSTUK II. — Cheque "circulaire economie"

Art. 3. Onverminderd de voorwaarden bepaald bij het decreet van 21 december 2016 en het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2017, heeft de cheque "circulaire economie" tot doel de uitvoering te ondersteunen van acties binnen de ondernemingen die gericht zijn op de optimalisering van het gebruik van materiële en immateriële middelen met het oog op een duurzame overgang van de activiteiten van de ondernemingen waarvan de bedrijfszetel op het grondgebied van het Waals Gewest gevestigd is, naar een meer circulaire economie.

Art. 4. Krachtens artikel 1 van Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun worden de ondernemingen in de volgende sectoren uitgesloten van de voordelen van de cheques "circulaire economie" :

1° de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code 2008 : 03.);

2° de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code 2008 : 01.01 tot 01.5);

Art. 5. Bij de indiening van het dossier zijn de volgende documenten nodig :

1° de cheque-aanvraag tot stand gekomen via het platform;

2° de overeenkomst tussen de gerechtigde en de dienstverstrekker tot stand gekomen via het platform. De overeenkomst kan aangevuld worden met steunspecifieke elementen;

3° het de minimis-attest, downloadbaar op het platform;

4° het kmo-attest, downloadbaar op het platform.

Bij afsluiten van de cheque bevat het dossier volgende documenten:

1° het dienstverleningsrapport tot stand gekomen via het platform. Dit rapport kan aangevuld worden met steunspecifieke elementen;

2° de factuur uitgaande van de dienstverlener,

in voorkomend geval aangevuld met iedere nuttige informatie voor de beoordeling door de Waalse Overheidsdienst of iedere andere entiteit waaraan deze taak zou zijn toevertrouwd overeenkomstig artikel 2, § 1, lid 2, van dit besluit.

Art. 6. De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque "circulaire economie" vallen onder de pijler "adviesverlening" van de elektronische portfolio.

Art. 7. § 1. De in aanmerking komende kosten via de cheque circulaire economie zijn de kosten voor de diensten van gespecialiseerde deskundigen die de onderneming bijstaan in haar ecoconceptie en het afstellen van duurzame producten en diensten, maar eveneens in de optimalisering en de verbetering van industrieprocessen en organisatieprocessen en zelfs voor de begeleiding in de reflectie over de evolutie van hun zakenmodel in een functionnaliteitslogica.

De prestatie valt onder één van volgende categorieën :

1° economische haalbaarheidsstudie van het project circulaire economie of evolutie van de activiteit naar meer circulaire wendbaarheid :

a) detectie van acties in de circulaire economie die uitgevoerd kunnen worden in de organisatieprocessen en het business model van de onderneming waarbij meer bepaald beoogd wordt de evolutie van het business model naar functionnaliteits- en samenwerkingseconomie;

b) de analyse van de impact van acties inzake circulaire economie op de kostprijzen, de operationele kosten van de onderneming en de organisatievormen;

c) de analyse van de potentiële markt en de concurrentie waarbij rekening gehouden wordt met het circulair karakter van de nieuwe "activiteit", de nieuwe "dienst";

d) de stappen en kosten in verband met de inzet van een voldoende kritische massa van instroom die op lange termijn nodig is om de bestendigheid van het project te garanderen;

e) studie inzake ontplooiing van het project en de strategie: identificatie van de kritieke fases van het project in de tijd, de hulpmiddelen en de middelen die daarbij ingezet dienen te worden;

f) de kosten in verband met het onderzoek naar inzamelnetwerken die kritische massa's kunnen bereiken of een wederzijds verband kunnen opzetten, de kosten in verband met het onderzoek naar de invoering van een distributie- en logistiek net voor wederopname van producten na gebruik;

g) de kosten in verband met het onderzoek naar de economische impact van de dematerialisatie van bepaalde organisatieprocessen met het oog op een optimaler gebruik van fysieke rijkdommen;

h) een business plan en een financiële constructie voor het concreet omzetten van het project inzake circulaire economie;

2° de technische haalbaarheidsonderzoeken voor het project inzake circulaire economie;

a) het in kaart brengen in de onderneming of daarbuiten van afzettingen, velden of stromen inzake met name grondstoffen, energie, water, beschikbaarheid ervan, wijze van inzet en gebruik of deling of wederzijds gebruik, identificatie en benadering van betrokken partners wat betreft de wederzijdse gebruikmaking; de diensten zijn uitgesloten;

b) de analyse van hindernissen of dwingende factoren in normgeving, administratie, wetgeving en identificatie van de voorwaarden die vervuld dienen te worden of de strategie die aangenomen moet worden om van het project een succes te maken;

c) de kosten in verband met de technische machtigingen of kwaliteitssystemen die vooraf of naderhand geïmplementeerd moeten worden;

d) de ecoconceptie van producten;

(1) het in kaart brengen van duurzame en circulaire materialen, reeds op de markt voorhanden, die in de plaats gesteld kunnen worden van een stof die gebruikt wordt door de onderneming en heden niet recycleerbaar of niet-circulair is, identificatie van de potentiële leveranciers;

(2) de design- en studiekosten die het gebruik van minder materiaal mogelijk kunnen maken, die het uit elkaar nemen van het product voor recyclage of inwisseling van onderdelen, voor een langere levensduur of hergebruik;

e) de identificatie van de bestaande technologieën en uitrustingen, beschikbaar op de markt en waardoor de implementering of de productie van het project inzake circulaire economie mogelijk wordt;

f) de kosten in verband met de productie van test- of pilootreeksen, eventueel in onderaanneming bij een industrieel.

§ 2. Enkel de onderneming gevestigd als handelsvennootschap in de zin van het Wetboek van vennootschappen komt in aanmerking voor de in aanmerking komende kosten van § 1.

Art. 8. Om voor de steun in aanmerking te komen als bedoeld in artikel 3 vult de onderneming vooraf de vragenlijst in ter beoordeling van haar project inzake circulaire economie, beschikbaar op de website van NOVALLIA (SOWALFIN) of wordt aan een diagnose inzake circulaire economie onderworpen; dienst verstrekt door een referent inzake circulaire economie die de kansen heeft aangeduid voor acties overeenstemmend met de principes inzake circulaire economie in de onderneming.

Die vragenlijst ter beoordeling van het project inzake circulaire economie of de diagnose circulaire economie uitgevoerd door een referent circulaire economie wordt bij de steunaanvraag gevoegd ter aanvulling van de documenten waarvan sprake in artikel 5.

Art. 9. De geselecteerde projecten zullen moeten bijdragen tot de resultaten verwacht van maatregel 1.3.1.2 van de PO EFRO 2014-2020 en dit in een tijdschema dat verenigbaar is met die van het programma.

De betrokken bedrijfsprojecten nemen deel aan de Waalse strategische prioriteiten.

Voorrang zal gegeven worden aan projecten waarvan de resultaten of de meetbare gevolgen op korte of middellange termijn passen maar in elk geval in een tijdschema dat de duur van de programmering overschrijdt (uitstapregel N+3).

Art. 10. § 1. De in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 7, § 1, mogen niet identiek zijn.

§ 2. De dienstverleningen voor de toegelaten kosten bedoeld in artikel 7, paragraaf 1, moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Art. 11. De steun vertegenwoordigt maximaal vijftien procent van het totale bedrag van de toegelaten kosten en het maximale bedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de toegelaten bedoeld in art. 7, § 1, bedraagt 45.000 euro over drie jaar.

Art. 12. De steun bedoeld in artikel 3 maakt het voorwerp uit van een Europese cofinanciering (EFRO).

Art. 13. § 1. De dienstverleners zijn voor de cheque circulaire economie de dienstverleners erkend in het kader van de artikelen 32 en 34 van het decreet van 21 december 2016 waarvan de bevoegdheden en de expertise in overeenstemming zijn met de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 7, § 1.

§ 2. Vanaf 1 januari 2019 kunnen, overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en de artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 enkel de door de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek gelabelde dienstverleners na advies van het referentiecentrum en een specifiek adviesverleningscentrum prestaties leveren voor de cheque circulaire economie.

In het kader van de cheque circulaire economie wordt het specifiek adviesverlenend centrum verstaan in de zin van Beleidsgroep Leefmilieu van SOWALFIN.

Art. 14. In het kader van de cheque circulaire economie voegt de dienstverlener, naast de minimumgegevens gevraagd in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, bij zijn factuur een uitvoeringsverslag waarin minstens volgende informatie voorkomt :

1° de omstandige planning van de effectieve prestatiedagen;

2° bij onderaanneming, de identiteit van de onderaannemer en zijn prestatiedatums;

3° in voorkomend geval, een onderscheid tussen de prestaties verricht in het kader van de overeenkomst en de prestaties die buiten de overeenkomst vallen;

4° volgende verwoording :

“Het bedrag van... euro, beantwoordend aan cheque nr. [chequenummer], wordt door de emittent van de cheque uitgegeven, opgedeeld tussen een overheidstegemoetkoming van... euro, en een aandeel van... euro gestort door de gerechtigde, vereffend.

Het te betalen saldo bedraagt dus... euro en beantwoordt aan... (bv.: BTW, reiskosten...)”.

Art. 15. Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, in het kader van de controle en de inning bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016 kan de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek of iedere andere entiteit waaraan deze taak zou zijn toevertrouwd overeenkomstig artikel 2, § 1, lid 2, van dit besluit, elk nuttig stuk opvragen waaruit blijkt dat de steun aangewend wordt voor de doeleinden waarvoor hij is toegekend.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling.*

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET